

# Points forts

03

De la Polynésie française

**BILAN**  
COMPTES ÉCONOMIQUES 2011

## 2011 : 3<sup>ÈME</sup> ANNÉE DE RÉCESSION EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'investissement des ménages, des entreprises et des administrations baisse plus fortement en 2011 qu'en 2010. L'impact de cette baisse sur l'activité est accentué par une consommation des ménages qui se contracte, en parallèle du marché du travail, et par la faiblesse de la consommation finale des administrations. Seule la relative vigueur de la demande extérieure permet d'éviter que la récession en 2011 ne soit aussi marquée qu'en 2009.

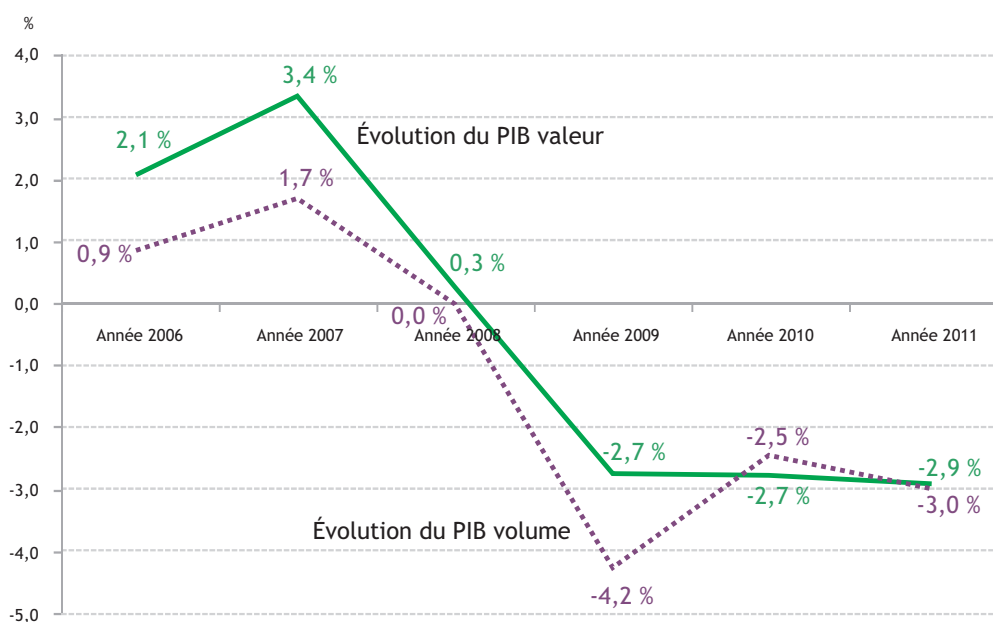


INSTITUT  
DE LA  
STATISTIQUE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE



En valeur, le Produit Intérieur Brut (PIB) en 2011 se contracte à 532 milliards de F.CFP, soit une réduction de 2,9 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix<sup>1</sup>, le PIB réel baisse de 3 %. La diminution de l'investissement, privé comme public, se poursuit dans un contexte de maîtrise des dépenses de fonctionnement des administrations. Pesant également sur la composante consommation, les destructions d'emplois tirent vers le bas la consommation finale des ménages. Parallèlement le PIB réel par habitant se contracte davantage (- 3,6 %), du fait de l'accroissement démographique, et passe de 2,07 à 1,99 million de F.CFP par habitant (aux prix de 2010).

### CROISSANCE RÉELLE ET NOMINALE PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE



Source : comptes économiques, ISPF

### LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE DIMINUENT ENCORE

En 2011, la production, dont la baisse mesurée à prix constants s'accélère, s'établit à 851 milliards de F.CFP, soit 30 milliards de moins qu'en 2010. Cumulées à la baisse des importations, les ressources globales de l'économie polynésienne se réduisent de 48 milliards.

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume<sup>2</sup>, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

1 : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

2 : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIENNE

	2011 à prix constants	2010	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
<b>Production* (z)</b>	<b>850 690</b>	<b>880 343</b>	<b>- 3,4</b>
Somme des valeurs ajoutées (a)	465 207	476 994	- 2,5
Impôts sur les importations (b)	25 728	27 478	- 6,4
Impôts sur les exportations (c)	517	542	- 4,6
Autres impôts sur les produits (d)	41 482	44 190	- 6,1
Subventions sur les produits (e)	- 1 286	- 1 327	- 3,1
<b>Importation (f)</b>	<b>192 425</b>	<b>206 362</b>	<b>- 6,8</b>
<b>Total ressource (z+b+c+d+e+f)</b>	<b>1 109 556</b>	<b>1 157 588</b>	<b>- 4,1</b>
<b>Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)</b>	<b>531 648</b>	<b>547 877</b>	<b>- 3,0</b>
<b>PIB/habitant</b>	<b>1,99</b>	<b>2,07</b>	<b>- 3,6</b>

\* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités<sup>3</sup>.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité<sup>4</sup> principale et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces 20 branches d'activité ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leur contribution respective à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2011 ont été exprimées en francs de 2010 (autrement dit, à prix constants).

• En 2011, le regroupement « **Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux personnes** » qui représente 28,4 % de la production totale, est encore celui qui contribue le plus à la baisse du PIB. Sa production (marchande et non marchande<sup>5</sup>) se contracte à 244 milliards de F.CFP contre 248 en 2010 (- 2,8 %). La production de ce regroupement, contrairement aux autres, est à 70 % non marchande, car majoritairement issue du service public.

Cette production non marchande baisse de 4 % en 2011, traduisant, en grande partie, les réductions des budgets de fonctionnement du secteur public. Ces baisses sont moins marquées dans les branches Éducation et Santé (- 1,9 %) que dans celle de l'Administration générale (- 4,8 %) et des Services aux personnes (- 12,6 %).

La production marchande de ce regroupement, qui correspond aux prestations payantes de nombreux services de l'Éducation ou de la Santé par exemple, reste stable (- 0,2 %) après une baisse de 1,3 % en 2010. Elle est en

3 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard de ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.  
La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

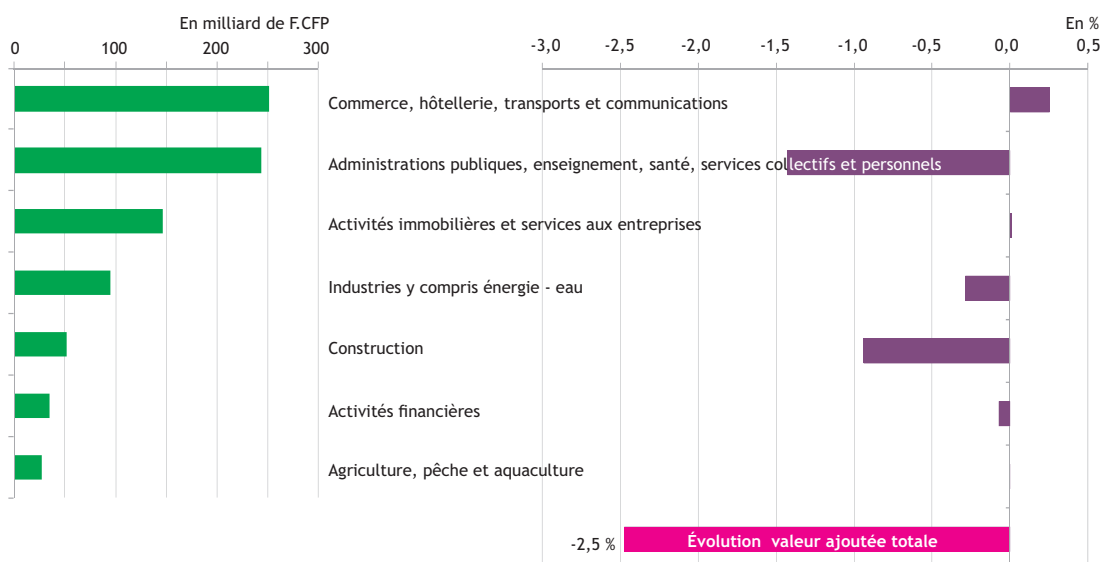
4 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

5 : La production non marchande inclut :  
• la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire).  
• certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.

hausse pour la branche Services aux personnes (2,4 %) et stable pour la branche Éducation-Santé (0,1 %). La branche Administration, qui compte pour 5 % de la production marchande de ce regroupement, voit sa contribution à la production diminuer de 15,6 %.

PRODUCTION DES BRANCHES

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE



Source : comptes économiques, ISPF

- La baisse de 11,5 milliards de F.CFP de la production du regroupement **Construction** témoigne de la durabilité de la récession qui sévit en Polynésie française. Elle s'établit à 51,5 milliards de F.CFP (- 18,4 %). Ce recul de production, donc du chiffre d'affaire, est aussi important que celui de 2009 (- 13 milliards). Les effectifs salariés du BTP, qui se sont réduits de 21 % de décembre 2007 à décembre 2010, chutent encore de 7 % sur l'année 2011. La baisse des commandes provient des ménages (43 % de ses commandes), du secteur public (39 %) et des entreprises (18 %). Ainsi les investissements publics se réduisent de 23,9 % (dont - 43 % pour les travaux publics et - 13 % pour les dépenses en bâtiment). D'autre part, la contraction des commandes en provenance des entreprises est encore plus marquée (- 40,6 %) et s'ajoute à la baisse de 6 % de l'investissement des ménages après l'arrêt du financement des dispositifs de bonification des taux d'intérêt mis en place par le Pays en 2010.

- La production du regroupement **Industries, Eau et Énergie** (94,9 milliards de F.CFP) baisse de 5,4 % en 2011. Cette diminution de la production, pour la troisième année consécutive correspond à un recul de 5,1 milliards de la production. Contrairement à 2010, la contraction d'activité en 2011 découle des baisses de production de 15,7 % de la branche Biens intermédiaires et de 8,6 % de la branche Électricité et Eau, qui représentent à elles deux la moitié de la production du regroupement. Ainsi, La production de la branche Biens intermédiaires perd 3 milliards de F.CFP, pour atteindre 16,1 milliards de F.CFP, du fait du fort ralentissement des activités de fabrications métalliques, de menuiserie liées à l'habitat et de l'extraction de gravières et sablières. L'impact de la chute d'activité de la Construction a été immédiat sur cette branche qui n'a pas connu de reprise depuis 2008 et a depuis perdu 31 % de production, soit 7,3 milliards de F.CFP. Après plusieurs années successives de hausse, la production de la branche Eau et Électricité (29,7 milliards de F.CFP) diminue de 8,6 % dans un contexte de hausse du prix du kilowatts-heure et de ralentissement prolongé de l'activité économique.

Pour les autres branches du regroupement, l'année 2011 a été relativement clémente. Après une année 2010 de baisse significative (- 4,1 %), la production de la branche Biens Agroalimentaires résiste mieux en 2011 et atteint

28,5 milliards de F.CFP (- 0,9 %), alors même que la consommation des ménages se dégrade au rythme du marché du travail et des résultats des entreprises. Malgré ce contexte, la production de la branche Industries de Biens de Consommation progresse de 3,6 % à 12 milliards de F.CFP et renoue avec la croissance grâce aux résultats des activités de joaillerie-bijouterie et d'une partie des activités d'édition. La production de l'industrie des biens de consommation, première victime de l'après 2008, s'est contractée de 19 % de 2008 à 2010.

La production de l'industrie de biens d'équipement poursuit, quant à elle, son rétablissement entamé en 2010. Elle atteint 8,6 milliards de F.CFP en 2011, soit une hausse de 2 %, principalement issue de l'amélioration de l'activité de maintenance d'aéronefs et de mécanique industrielle.

- Le repli prolongé de l'activité économique finit par affecter la production des **Activités financières** en 2011, avec la baisse de 2,5 % d'une production valorisée à 35 milliards de F.CFP. La production des activités d'assurance (5,1 milliards de F.CFP en 2011) chute de 3,6 %, tandis que celle des auxiliaires financiers et d'assurance se maintient à 3,4 milliards de F.CFP (- 0,6 %). Le produit net bancaire, à 26,5 milliards de F.CFP, se contracte de 1,2 % mais représente toujours les trois quarts de la production du regroupement.

- La production de l'**Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture**, constituée à 73 % de production marchande et à 27 % de non marchande, est stable à 27,6 milliards de F.CFP (- 0,2 %). La production marchande diminue de 0,6 %, impactée par la baisse de production de la perliculture (- 7,6 %). La production marchande de produits agricoles a néanmoins connu une reprise (+ 7,8 %) imputable au coprah dont la production avait chuté en 2010, après le passage du cyclone Oli. La production commercialisée de poissons demeure stable (0,1 %). D'autre part, la production non marchande de ce regroupement, qui correspond à l'autoconsommation<sup>6</sup>, progresse de 1 %, sous l'impulsion des produits agricoles.

- La production des **Activités immobilières et Services aux entreprises** se réduit encore en 2011. Elle atteint 146,2 milliards de F.CFP, en baisse de 1,1 % (- 4,1 % en 2010). La production de la branche Activités immobilières (86,4 milliards de F.CFP) est stable, soutenue par la production non marchande, c'est-à-dire l'auto-production de loyer par les ménages<sup>7</sup>, qui progresse de 1,4 % et atteint 43,3 milliards de F.CFP. La production marchande de cette branche (43 milliards de F.CFP) diminue cependant de 1,3 %, avec l'attentisme de l'investissement pesant sur les activités de promotion immobilière.

Après un recul de 3,2 % en 2010, la production de Services aux entreprises continue de se dégrader en 2011. Elle se contracte de 2,8 % et n'atteint plus que 59,8 milliards de F.CFP, confrontée à une demande privée, comme publique, en berne. Comme en 2010, ce sont principalement les activités de conseil pour les affaires et de conseil en gestion, d'agences de publicité, d'ingénierie et celle des géomètres qui souffrent le plus de la persistance de la récession.

Malgré la baisse de sa production, la contribution de ce regroupement à la valeur ajoutée est positive du fait d'une baisse plus forte des consommations intermédiaires.

6 : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

7 : Les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service de location immobilière.

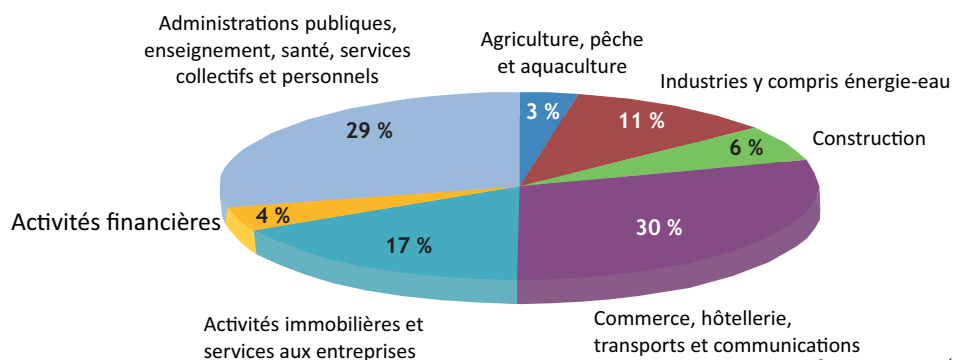
- À l'image du regroupement précédent, la production de l'agrégat **Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications** est toujours dans une tendance baissière (- 1,1 %) mais avec l'amélioration des taux de valeur ajoutée<sup>8</sup>, la contribution de ce groupement à la croissance de la valeur ajoutée est positive. Ce constat masque des évolutions spécifiques de chacune des composantes. Après une correction de 5,1 % en 2010, la branche Hôtellerie-restauration renoue avec la croissance (4,4 %), sous l'impulsion de l'activité hôtelière qui bénéficie d'une demande extérieure en progression. La production de cette branche atteint désormais 50,8 milliards de F.CFP. La branche Transports est en voie de consolidation avec une production stable en 2011 (0,1 %), à 93,4 milliards de F.CFP. Cette stabilité est la résultante d'une situation qui s'améliore pour les auxiliaires de transports (3,9 %) mais qui continue de se dégrader pour les transports aériens (- 1,4 %), maritimes (- 4,2 %) et routiers (- 1,7 %). Sur cet exercice, les agences de voyage de même que l'affrètement et l'organisation des transports soutiennent l'activité de la branche.

La branche Télécommunications subit en 2011 sa première contraction d'activité depuis le début de la récession ; sa production, valorisée à 28,7 milliards de F.CFP, baisse de 3,2 %. Malgré la hausse du nombre d'abonnés, l'activité de téléphonie mobile se contracte et n'est pas compensée par les meilleurs résultats des activités liées à internet. L'impact de la branche sur la valeur ajoutée totale demeure toutefois positif du fait d'un taux de consommation intermédiaire qui avait atteint un point haut en 2009 et qui a poursuivi sa baisse en 2010 et 2011.

Au sein de ce regroupement la branche Commerce subit depuis 2008 la diminution de la demande des ménages et des entreprises se traduisant par des marges qui se réduisent d'année en année depuis l'exercice 2009. En 2011, tous commerces confondus, la marge baisse de 5,8 % (- 2,5 % en 2010 et - 12,1 % en 2009). La branche commerce automobile (- 11,1 %) est la plus touchée tandis que les marges des entreprises du commerce de produits pétroliers et des autres commerces se contractent respectivement de 5,5 et 5,2 %. La production totale de la branche Commerce atteint 80,6 milliards de F.CFP, soit une correction de 4,7 % (- 2 % en 2010).

- Ressources externes de la Polynésie française, les **Importations** sont composées de 82 % de biens et 18 % de services. En 2011, les importations, pour une valeur totale de 192,4 milliards, sont en repli de 6,8 %, après avoir connu une stabilité en 2010 (+ 0,7 %) et une forte contraction en 2009 (- 12 %). Les importations de biens, en 2011, diminuent (- 8,2 % par rapport à 2010) tandis que les importations de services conservent sensiblement les mêmes niveaux que sur l'exercice précédent (0,3 %). Dans le détail, le repli des importations de biens d'équipement (- 15,3 %) et celui de biens intermédiaires (- 10,5 %) expliquent en grande partie la baisse des imports de biens, car, hors produits d'équipement et intermédiaires, les importations ne sont en recul que de 1,5 %. À l'inverse, les importations de services sont particulièrement dynamiques pour le transport (6,1 %) et les services aux entreprises (+ 5,4 % en 2011, après une forte baisse en 2010).

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION EN 2011



Source : comptes économiques, ISPF

8 : Le taux de valeur ajoutée s'entend ici comme le ratio valeur ajoutée/production ou (production-consommation intermédiaire)/production. Ainsi ce ratio peut par exemple s'améliorer, si la production décroît moins vite que les consommations intermédiaires.

## DE L'UTILISATION DE CES RESSOURCES : SEULE LA DEMANDE EXTERNE PROGRESSE

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE			
	2011 à prix constants	2010	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
<b>Consommation finale (a)</b>	<b>532 553</b>	<b>548 567</b>	<b>- 2,9</b>
Consommation des ménages	357 002	365 400	- 2,3
Consommation finale des Administrations	175 551	183 167	- 4,2
<b>Formation brute de capital fixe (b)</b>	<b>95 880</b>	<b>117 197</b>	<b>- 18,2</b>
Biens d'équipements	49 057	57 615	- 14,9
Construction	45 036	57 814	- 22,1
Investissements immatériels	1 787	1 768	1,1
<b>Variations des stocks (c)</b>	<b>- 138</b>	<b>- 1 257</b>	<b>- 89,0</b>
<b>Solde de la balance des biens et services (d)</b>	<b>- 96 647</b>	<b>- 116 630</b>	<b>- 17,1</b>
<b>Exportations</b>	<b>95 778</b>	<b>89 732</b>	<b>6,7</b>
Exportations de biens	21 373	21 249	0,6
Exportations de services	74 405	68 483	8,6
<b>Importations</b>	<b>192 425</b>	<b>206 362</b>	<b>- 6,8</b>
Importations de biens	157 737	171 762	- 8,2
Importations de services	34 688	34 600	0,3
<b>PIB (a+b+c+d)</b>	<b>531 648</b>	<b>547 877</b>	<b>- 3,0</b>

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

#### • *Consommation intermédiaire*

Les consommations intermédiaires, intégrées dans les processus de production des entreprises, se contractent de 4,4 % en volume, entre 2010 et 2011. Cette baisse est plus forte que celle de la production (- 3,4 %) et traduit une amélioration du taux de valeur ajoutée. Cette amélioration globale s'explique par des effets de structure de la production par branche (poids plus important des branches à fort taux de valeur ajoutée), ainsi que par la réduction des taux de consommation intermédiaire des branches Télécommunications et Hôtellerie-restauration.

#### • *Consommation finale des ménages*

La consommation finale des ménages est composée pour 86 % de consommation marchande et 14 % d'autoconsommation. D'un montant de 357 milliards de F.CFP, elle représente 67,1 % du PIB, lui conférant un rôle majeur dans la détermination de son évolution.

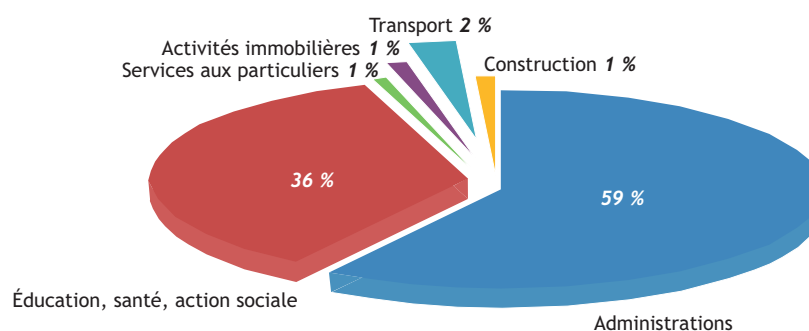
La consommation finale marchande, valorisée à 305,6 milliards de F.CFP en 2011, est en baisse de 2,9 % par rapport à 2010 et s'est réduite de 5,9 % depuis 2008. Cette baisse traduit les difficultés rencontrées sur le marché du travail. Ainsi, entre 2008 et 2011, les effectifs salariés publics et privés de l'économie polynésienne se sont réduits de 9 % (- 4,1 % entre 2010 et 2011) et le taux de chômage est passé de 11,7 % en 2007 à 21,8 % en 2012. Dans le détail, la contraction de la demande des ménages en biens (- 4 %), qui pèse 49 % de la consommation, est plus importante que celle en services (- 1,8 %, par rapport à 2010).

À l'inverse la consommation non marchande des ménages augmente de 1,4 % (+ 1,8 % en 2010), tirée par l'autoconsommation de loyer (en proportion moins de locataires et plus de propriétaires) et, dans une moindre mesure, par celle de produits agricoles qui ont bénéficié de conditions climatiques plus clémentes qu'en 2010.

#### • Consommation finale des administrations

Par définition, la valeur des biens et services produits par le secteur public est égale à la consommation finale de ce secteur. La consommation finale des administrations est en baisse continue et de plus en plus marquée sur les quatre derniers exercices, elle diminue de 4,2 % en 2011 (- 2,9 % en 2010, - 1,6 % en 2009 et - 1 % en 2008). L'importance de la baisse de la production non marchande des branches Administration générale (- 4,8 %) et Éducation-santé-action sociale (- 1,9 %) explique l'évolution de cette composante en 2011.

#### CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS 2011 : 175,6 MILLIARDS DE F.CFP À PRIX CONSTANTS



Source : comptes économiques, ISPF

#### • Formation finale brute de capital fixe

Les administrations, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions de logement) consacrent 95,9 milliards de F.CFP à l'investissement. Ce poste de dépense connaît cette année une baisse encore plus forte (- 18,2 %) que celle subie en 2009 (- 16,9 %).

Comme en témoignent l'activité de la branche construction (- 18,4 % de production) et le niveau d'importations en biens d'équipement (- 15,3 %), les dépenses d'investissement des entreprises continuent de décroître (- 17,2 %) pour s'établir à 51,1 milliards de F.CFP. L'investissement des entreprises se décompose en biens d'équipement pour 45,8 milliards, en BTP pour 5 milliards et en investissements incorporels pour 300 millions de F.CFP. Les entreprises ont donc réduit de 4,7 milliards de F.CFP leurs investissements en construction (- 48,4 %), de 5,6 milliards de F.CFP leurs investissements en biens d'équipement (- 10,8 %) et de 400 millions leurs investissements incorporels (- 57,4 %).

Confrontées au manque de ressources allouées aux dispositifs de prêts immobiliers bonifiés et à un marché du travail durablement dégradé, les dépenses d'investissement des ménages diminuent de 6,3 % pour atteindre 22,3 milliards de F.CFP (23,8 milliards de F.CFP en 2010).

En 2009, la mise en œuvre du plan de relance avait permis aux dépenses d'investissements des administrations de connaître une forte croissance (+ 13,8 %), la tendance s'est inversée en 2010 et perdue en 2011, avec un montant total d'investissements publics de 22,5 milliards de F.CFP, en baisse de 29 %. Alors que les dépenses en BTP diminuent de 27,1 % (17,8 milliards de F.CFP), celles en biens d'équipements diminuent plus significativement encore (- 48,1 %) et représentent 3,2 milliards de F.CFP. Seuls les investissements immatériels progressent de 40,1 % pour atteindre 1,5 milliard de F.CFP. La situation financière des Administrations couplée à une instabilité politique pénalisante pour les mises en chantier explique la faiblesse de cette demande en investissement.



• **Exportations**

En 2011, le montant total des exportations polynésiennes atteint 95,8 milliards de F.CFP, soit une hausse de près de 6 milliards par rapport à 2010 (+ 6,7 %). Le volume exporté de biens s'est légèrement accru (0,6 % contre 2,3 % en 2010). Malgré une année difficile pour la perle de Tahiti, premier produit exporté (36 % du total), dont les exportations se sont réduites de 7,8 % en volume, les exportations de biens bénéficient de l'évolution favorable des volumes exportés de produits agroalimentaires.

Les exportations de services progressent de 8,6 % en volume, alors qu'elles s'étaient repliées de 8,3 % en 2010. Ce rebond est en grande partie lié à la hausse (11,6 %) des exportations de services de transports, majoritairement aériens, et à celle des exportations d'hôtellerie-restauration (11,3 %). L'OMC remarque que la progression en valeur des exportations de services de voyages a été de 12 % au niveau mondial en 2011, croissance que l'on retrouve en Polynésie puisque cette composante de la balance des paiements augmente de 8,1 % par rapport à 2010.

EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES			
Produit exporté	2011 à prix constants	2010	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Agriculture - élevage	1 013	998	1,5
Produits de la mer	8 202	8 897	- 7,8
Industries agroalimentaires	2 202	1 745	26,2
Industries des biens de consommation	5 571	5 474	1,8
Industries des biens d'équipement	3 388	3 117	8,7
Industries des biens intermédiaires	997	1 018	- 2,1
Construction	480	147	226,5
Transports	36 942	33 099	11,6
Activités financières	770	726	6,1
Activités immobilières	19	25	- 24,0
Postes et télécommunications	1 669	2 159	- 22,7
Autres services aux entreprises	6 586	6 723	- 2,0
Hôtels et restaurants	23 581	21 190	11,3
Autres services aux particuliers	4 358	4 414	- 1,3
<b>Total</b>	<b>95 778</b>	<b>89 732</b>	<b>6,7</b>

Source : comptes économiques, ISPF

**-18,2 %**

« c'est l'évolution de l'investissement  
entre 2010 et 2011 »



### Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :  
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/Compteseconomiques/>

**TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR [WWW.ISPF.PF](http://WWW.ISPF.PF)**